

**Maître d'Ouvrage**

**PRÉFECTURE DU VAL DE MARNE**

21-29, avenue du Général de Gaulle  
94 038 - CRÉTEIL Cedex

**Marché public de travaux pour la rénovation des bureaux  
du Service Etrangers « côté Lac » à la Préfecture du Val de  
Marne**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**C.C.T.P**

**Prescriptions communes aux lots 01, 02, 03 et 04**

# SOMMAIRE

## **Marché public de travaux pour la rénovation des bureaux du Service Etrangers « côté Lac » à la Préfecture du Val de Marne ..... 1**

### **1 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ..... 4**

- 1.1 Objet de l'opération ..... 4
- 1.2 Composition du dossier technique ..... 4
  - 1.2.1 Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)..... 4
  - 1.2.2 plans : ..... 5
- 1.3 Dispositions générales du présent lot..... 5
  - 1.3.1 Généralités..... 5
  - 1.3.2 Obligations techniques des entreprises à la remise des offres ..... 6
  - 1.3.3 Obligations techniques des entreprises avant travaux ..... 6
  - 1.3.4 Autocontrôle – Vérifications avant réception..... 7
  - 1.3.5 Interlocuteur privilégié..... 7

### **2 SUJÉTIONS DÉCOULANT DE L'ENVIRONNEMENT ..... 7**

- 2.1 Environnement – Constat des lieux ..... 7
  - 2.1.1 Constat vis-à-vis de l'état des locaux ..... 7
- 2.2 Bruits de chantier ..... 8

### **3 PRÉPARATION DU CHANTIER ..... 8**

- 3.1 Installation de chantier..... 8
  - 3.1.1 Installation de chantier ..... 8
  - 3.1.2 Branchement électrique..... 8
  - 3.1.3 Panneaux de signalisation ..... 9
  - 3.1.4 Publicité ..... 9

### **4 ORGANISATION DU CHANTIER..... 9**

- 4.1 Horaires..... 9
- 4.2 Mesures de protection des travailleurs..... 10
  - 4.2.1 Dispositifs communs de sécurité et de protection ..... 10
  - 4.2.2 Protection contre l'incendie ..... 10
- 4.3 Produits dangereux ..... 11
- 4.4 Éclairage provisoire ..... 11
- 4.5 Nettoyage du chantier ..... 11
  - 4.5.1 En cours de travaux..... 11
  - 4.5.2 Avant réception ..... 11
- 4.6 Évacuation des déchets de chantier ..... 12
- 4.7 Gardiennage ..... 12
- 4.8 Protection des ouvrages ..... 12
- 4.9 Raccords et dégâts ..... 12
- 4.10 Prototypes – échantillons ..... 12
- 4.11 Fournitures pour les essais ..... 13

### **5 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E.)..... 13**

- 5.1 Constitution du D.O.E. .... 13
- 5.2 Plans..... 13

---

5.3	Notice d’entretien .....	13
5.4	Fiches techniques et références du matériel.....	14
5.5	Liste des matériaux et équipements mis en œuvre.....	14
5.6	Nombre d’exemplaires.....	14
<b>6</b>	<b>PRESTATIONS D’ORDRE GÉNÉRAL .....</b>	<b>15</b>
6.1	Généralités – Procédés et Règlement de construction .....	15
6.1.1	Généralités.....	15
6.1.2	Procédés de construction .....	16
6.1.3	Provenance des matériaux et produits .....	16
6.1.4	Règlement de construction .....	16
6.2	Calfeutrements – Raccords .....	17
6.3	Fixation des matériels .....	17
6.3.1	Fixation par chevilles .....	18
6.4	Tolérances d’exécution entre corps d’état .....	18
6.5	Nettoyage final.....	18
<b>7</b>	<b>ESSAIS DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>18</b>
7.1	Coût des essais et épreuves .....	18
7.2	Essais et contrôles correspondant contrôle technique.....	19
7.3	Essais et contrôles complémentaires.....	19
7.3.1	Essais préalables sur échantillon .....	19
7.3.2	Essais en cours de travaux – Cas général .....	19

# **1 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION**

## **1.1 OBJET DE L'OPERATION**

Le présent C.C.T.P. concerne les travaux de rénovation des bureaux du Service Etrangers « coté lac » à la préfecture du Val de Marne.

### **Division des travaux par lots**

Le marché est traité en 4 lots séparés et répartis comme suit :

<b>N° du lot</b>	<b>DÉSIGNATION DU LOT</b>
01	Peinture
02	Plafonds suspendus
03	Revêtement de sols
04	Electricité

## **1.2 COMPOSITION DU DOSSIER TECHNIQUE**

### **1.2.1 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

Le C.C.T.P. est composé de deux parties principales :

- la première partie est constituée par le présent lot : il s'agit d'un document commun à tous les marchés qui précise et complète les indications contenues dans la 2ème partie du C.C.T.P., en particulier dans le domaine des ouvrages ou prestations faisant intervenir des techniques ou prestations communes à plusieurs corps d'état, et dans celui des modalités d'organisation de chantier. Chaque prestation citée dans le présent lot est réputée être à la charge de l'entrepreneur désigné par le numéro de son marché.
- la seconde partie est constituée par la description des travaux par marché. Elle comprend, pour chaque lot, les spécifications des travaux et matériels, et la description des ouvrages.

### **1.2.2 PLANS :**

Des plans type (vues en plan) définissant l'organisation architecturale du projet sont fournis dans le cadre de ce marché.

#### **Plans d'exécution**

A l'appui de ces documents, chaque entreprise titulaire d'un ou plusieurs lots se charge, pour ce qui la concerne, d'établir les documents d'exécution des ouvrages (plans, détails, note de calcul, etc.).

L'entrepreneur d'un lot technique doit consulter systématiquement les plans fournis au dossier de consultation qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : dimensions des locaux, sens d'ouverture des portes et implantation des divers ouvrages.

## **1.3 DISPOSITIONS GENERALES DU PRESENT LOT**

### **1.3.1 GENERALITES**

Les dispositions figurant dans le présent lot, communes à tous les marchés de travaux, ont pour objet la fixation des règles d'intervention pour les différents spécialistes appelés à réaliser l'ensemble des ouvrages.

L'incidence financière de ces règles est considérée comme faisant partie intégrante du prix de l'entrepreneur.

Les travaux visés ici sont de deux natures :

- les travaux d'intérêt commun,
- les prestations concernant plusieurs lots.

Les précisions apportées par le présent lot ne dispensent pas chaque intervenant de :

- se procurer les documents qui ne seraient pas en sa possession et découlant de la lecture du C.C.A.P. et des C.C.T.P. spécifiques à chacun des lots,
- reconnaître par avance les emplacements réservés aux chantiers, les moyens d'accès et les divers règlements auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux,
- s'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun,
- reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur réalisation,
- fournir les indications nécessaires à ses propres travaux,
- s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au conducteur d'opération.

### **1.3.2 OBLIGATIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES A LA REMISE DES OFFRES**

Un Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.) est joint au Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.).

L'entreprise devra se reporter aux articles du C.C.T.P. pour obtenir une définition complète de la prestation.

L'entreprise est tenue d'indiquer, en regard de chaque article, la quantité calculée par elle-même, le prix unitaire correspondant à cet article et le prix total issu de la multiplication.

La quantité et le prix, en regard de chaque article, s'entendent pour une prestation terminée comprenant toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre inhérentes à celle-ci.

**L'entreprise est tenue de consulter l'ensemble des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) pour étudier les prix et mener à leur terme les travaux faisant l'objet de la présente étude.**

**Il doit être spécifié clairement les marques et types des matériels retenus ainsi que les performances mécaniques, thermiques, acoustiques, aérauliques, hydrauliques, et électriques.**

La documentation des appareils et équipements principaux proposés lorsque ceux-ci sont différents de ceux donnés éventuellement en marque de référence dans le C.C.T.P. particulier à chaque lot, doit être fournie. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser la variante proposée.

### **1.3.3 OBLIGATIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES AVANT TRAVAUX**

La totalité des documents spécifiés ci-dessous doit être communiquée pendant la période de préparation par l'entrepreneur pour information au conducteur d'opération, et recevoir l'accord de celui-ci avant toute exécution :

- validation du planning d'exécution du chantier établi par le conducteur d'opération,
- les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier,
- les plans de chantier de l'installation projetée avec les détails de fabrication et précisant les puissances, les débits mis en œuvre, les sections internes, les pertes de charges linéiques et les liaisons avec les autres corps d'état,
- la documentation technique complète sur le matériel proposé faisant apparaître, en particulier, les points de fonctionnement prévus sur les courbes caractéristiques des appareils et matériels divers,
- la copie des certificats d'agrément, de classement à la résistance au feu, de classement AEV, de classement C pour les matériaux et équipements soumis à ces obligations pour voie réglementaire ou prescrites aux C.C.T.P. particuliers,
- les différents procès-verbaux d'essais émanant d'organismes habilités,
- les besoins en énergie électrique, en eau et fluides divers aux corps d'état intéressés.

### **1.3.4 AUTOCONTROLE – VERIFICATIONS AVANT RECEPTION**

#### **1.3.4.1 Responsabilité de l'autocontrôle**

Les entrepreneurs doivent, dans le cadre de leur responsabilité, assurer leur propre autocontrôle ; de ce fait, chaque entrepreneur titulaire d'un ou plusieurs lots doit au démarrage des travaux nommer le responsable de l'autocontrôle de l'entreprise. Ce dernier est chargé de la conformité des travaux aux pièces du marché, des essais de conformité et de fonctionnement, et de la transmission systématique des comptes rendus exhaustifs des essais au conducteur d'opération.

Le responsable de l'autocontrôle peut éventuellement être l'interlocuteur privilégié décrit à l'article "1.3.5" du présent lot.

#### **1.3.4.2 Vérifications et essais en vue de la réception**

Les essais sont réalisés sous la conduite et la responsabilité de chaque Entrepreneur conformément à une procédure proposée par celui-ci et acceptée par le conducteur d'opération. Les consommables et dispositifs nécessaires aux essais sont à la charge de chaque entreprise.

Quand il estime avoir terminé entièrement ses prestations contractuelles, vérifications et essais compris, l'entrepreneur adresse au maître d'ouvrage/conducteur d'opération, une demande de réception. A sa demande, il doit joindre obligatoirement un compte rendu exhaustif des essais qu'il doit au titre de son marché et qui figurent dans le C.C.T.P. du lot intéressé.

Lorsque le conducteur d'opération/maître d'ouvrage vérifie, par sondage, les essais réalisés par l'entrepreneur, celui-ci doit mettre à sa disposition le personnel et les appareils de mesure nécessaires aux différentes vérifications.

### **1.3.5 INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE**

Chaque entreprise ou chaque groupement d'entreprises nommera un interlocuteur privilégié dont le rôle sera le dialogue technique, financier, et de planification avec le conducteur d'opération. Celui-ci sera le seul habilité à signer le courrier courant de son entreprise.

## **2 SUJÉTIONS DÉCOULANT DE L'ENVIRONNEMENT**

### **2.1 ENVIRONNEMENT – CONSTAT DES LIEUX**

#### **2.1.1 CONSTAT VIS-A-VIS DE L'ETAT DES LOCAUX**

L'entreprise titulaire du lot « Peinture », est chargée de la remise en état des abords immédiats à la fin des travaux. Elle devra justifier de l'état initial de ces abords à la prise de possession du chantier. A ce titre, elle procédera à un constat officialisé en conséquence.

Il est précisé que l'entrepreneur mandataire répond personnellement vis-à-vis des services de la Préfecture, de l'entretien des voies d'accès au chantier existantes à l'ouverture de celui-ci.

Tous frais de nettoyage impératif ou de remise en état de chaussée, si besoin était, seront à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du lot Peinture.

## **2.2 BRUITS DE CHANTIER**

L'importance de l'ensemble des bruits du chantier ne devra en aucun cas dépasser les prescriptions de la réglementation en vigueur en milieu occupé et en lieu de travail au moment des travaux.

En cas de non-respect de ces dispositions, un avertissement écrit sera adressé à l'entrepreneur qui devra remédier à cet état de fait immédiatement. En cas de non-respect des exigences de la maîtrise d'ouvrage, l'entreprise défaillante sera pénalisée par les services publics intéressés.

**Les entreprises intervenantes devront prévoir de réaliser les travaux de dépose et de percements, hors des heures d'accueil du public et de service des agents.**

**Les interventions en cas de besoin, les samedis ou en horaires décalés sont à prévoir.**

# **3 PRÉPARATION DU CHANTIER**

## **3.1 INSTALLATION DE CHANTIER**

### **3.1.1 INSTALLATION DE CHANTIER**

L'installation de chantier devra obtenir l'accord du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage mettra à disposition un local vestiaire de façon à pouvoir accueillir les ouvriers des différents corps d'état présents sur le chantier.

Il mettra aussi à disposition :

- les emplacements des dépôts de matériaux, zone de mise en place des bennes à gravats,
- les sanitaires du bâtiment,

### **3.1.2 BRANCHEMENT ELECTRIQUE**

Le chantier est alimenté en électricité par un branchement réalisé par l'entreprise titulaire du lot 04, réalisé à ses frais, sur le réseau électrique existant de la préfecture.

Ce branchement restera sur le chantier tant qu'il sera nécessaire à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel augmenté des prolongations éventuelles.



### **3.1.2.1 Réseau électrique dans l'enceinte du chantier**

A partir de l'armoire de répartition générale, l'entreprise du lot 04 doit, à ses frais :

- l'installation du coffret nécessaire au chantier,
- la réalisation des réseaux intérieurs de distribution de force motrice et d'éclairage provisoire,
- la vérification de ces installations par un organisme agréé,
- l'entretien durant toute la durée du chantier de ces installations électriques,
- le repliement de ces installations en fonction de l'avancement des travaux.

### **3.1.2.2 Consommation en électricité**

Les dépenses liées à la consommation d'électricité pour les besoins du chantier seront prises en charge par la maîtrise d'ouvrage.

### **3.1.3 PANNEAUX DE SIGNALISATION**

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier seront mis en place et maintenus en bon état par l'entreprise titulaire du lot 01 (à sa charge).

La mise en place, le maintien en bon état et la gestion de la signalisation, du balisage, et de la protection des circulations à l'intérieur du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01.

### **3.1.4 PUBLICITE**

Aucun droit de publicité ne sera accordé aux entreprises dans l'enceinte ou sur le pourtour du chantier en dehors des obligations d'affichage réglementaires.

## **4 ORGANISATION DU CHANTIER**

### **4.1 HORAIRES**

Les horaires de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur et ne pourront excéder une plage horaire entre 8H00 et 18H00, conformément à la réglementation sur les nuisances sonores apportées aux avoisinants.

Pour ce qui concerne les samedis, dimanches et jours fériés, des demandes explicites devront être transmises préalablement par les entreprises au maître d'ouvrage / conducteur d'opération, pour l'obtention des autorisations réglementaires avant intervention sur le site.

## **4.2 MESURES DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

### **4.2.1 DISPOSITIFS COMMUNS DE SECURITE ET DE PROTECTION**

Chaque entreprise est responsable des protections particulières à mettre en œuvre pour ses propres travaux (protections individuelles) ainsi que la bonne conservation des dispositifs communs de sécurité (protections collectives mises en œuvre par le titulaire du lot 02) trouvés en place au début de son intervention.

Chaque entreprise est responsable de la bonne conservation des protections dans la zone où elle est appelée à intervenir.

### **4.2.2 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

Il est strictement interdit d'allumer des feux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier.

Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser conformément aux indications du Poste de Central de Sécurité de la Préfecture (PCSI) et du permis feu délivré par ce dernier.

#### Stockages

Les stockages dans l'emprise du terrain seront soumis à accord préalable du maître d'ouvrage et devront respecter les mesures prises en la matière.

#### Echafaudages – Levage – Manutentions - Livraisons

Tout appareil de levage, fixe ou mobile, avant d'être utilisé sur le chantier, est vérifié par un organisme agréé. Le rapport de vérification est obligatoirement remis au maître d'ouvrage / conducteur d'opération.

Chaque entrepreneur doit, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, prévoir tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global et forfaitaire, tous les moyens de levage nécessaires à ses travaux.

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les suggestions qui y sont liées.

Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du maître d'ouvrage, préalablement à toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution des travaux.

Aucun encombrement des voies du domaine public ne sera toléré : de ce fait, les camions de livraison devront être reçus et déchargés à l'intérieur des emprises du chantier.

## **4.3 PRODUITS DANGEREUX**

L'emploi de produits dangereux sur chantier est interdit.

## **4.4 ÉCLAIRAGE PROVISOIRE**

L'éclairage des parties communes du chantier est à la charge du lot 04.

L'installation d'éclairage provisoire sera maintenue jusqu'à ce que la mise en service de l'éclairage définitif puisse s'effectuer.

La fourniture des ampoules sera à la charge du lot 04.

Les prolongateurs ou enrouleurs nécessaires seront fournis par les entreprises utilisatrices de l'énergie.

## **4.5 NETTOYAGE DU CHANTIER**

### **4.5.1 EN COURS DE TRAVAUX**

Chaque entreprise doit le nettoyage relatif à ses travaux.

Le non-respect de cette clause entraîne le nettoyage commandé par le maître d'ouvrage, à une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche, doit un nettoyage fin dans les locaux où elle est intervenue, assuré avec le plus grand soin, y compris enlèvement des gravats et transports jusqu'aux bennes prévues à cet effet.

L'aire occupée au sol par les matériaux ou matériels est régulièrement remise en état de propreté et d'ordre pendant la durée des travaux, par l'entreprise mettant en œuvre ces matériaux ou matériels.

Les voies publiques accédant au chantier sont maintenues propres pendant la durée des travaux.

Les abords des bâtiments dans l'emprise du chantier devront être maintenus en parfait état de propreté. L'enlèvement de tous déchets sera à la charge de l'entrepreneur responsable. En cas de négligence constatée, le maître d'ouvrage fera exécuter ce nettoyage par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise négligente. Dans le cas où le ou les auteurs responsables des déchets non évacués ne pourraient être identifiés, le maître d'œuvre aura tous pouvoirs pour faire exécuter le nettoyage par une entreprise extérieure aux frais des entreprises présentes à ce moment là sur le chantier.

### **4.5.2 AVANT RECEPTION**

Le nettoyage de tous les locaux sur l'emprise des travaux est assuré par l'entreprise titulaire du lot 1 « Peinture » en fin de chantier.

#### **4.6 ÉVACUATION DES DÉCHETS DE CHANTIER**

L'entreprise titulaire du lot 2 assure la mise en place des bennes à gravats nécessaires à l'ensemble des corps d'état et gère le transport et le vidage de celles-ci.

#### **4.7 GARDIENNAGE**

Il n'est pas prévu de Société de Gardiennage.

La dernière entreprise intervenant sur le site chaque jour est impérativement chargée de la fermeture du chantier.

#### **4.8 PROTECTION DES OUVRAGES**

Chaque entrepreneur est responsable jusqu'à la réception de la protection des ouvrages. A cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où il en aurait constaté, il doit remettre en état les ouvrages détériorés, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité.

#### **4.9 RACCORDS ET DEGATS**

Pour les dégâts constatés sur les ouvrages exécutés après le passage des divers corps d'état, les raccords ou remises en état sont effectués aux frais du corps d'état responsable.

La décision du maître d'ouvrage, en cas d'incertitude sur leur auteur, s'impose aux parties.

#### **4.10 PROTOTYPES – ECHANTILLONS**

La désignation des prototypes sera soumise à l'accord du maître d'ouvrage/conducteur d'opération.

Les entrepreneurs sont tenus de fournir tous les échantillons d'appareillage et de prototypes qui leur seraient demandés par la maîtrise d'ouvrage.

Les échantillons sont inscrits sur un registre et sont numérotés. Ils seront stockés sur le site de chantier.

Le registre comporte une case réservée à la signature de la maîtrise d'ouvrage qui, seule, juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par les entrepreneurs, sinon à leurs risques et périls, tant que l'acceptation correspondante n'a pas été matérialisée par la signature ci-dessus visée.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser des visites en usine ou au siège de l'entreprise afin de visualiser des éléments en cours de fabrication.

## **4.11 FOURNITURES POUR LES ESSAIS**

La fourniture des produits divers et de l'énergie pour les essais en atelier ou sur le chantier est à la charge de chacun des lots.

En ce qui concerne les lots techniques, des essais seront effectués en atelier et à partir de l'installation définitive.

Tous les consommables et compléments d'installation de matériel ou de production d'énergie nécessaires aux essais sont à l'entière charge des entreprises concernées par les essais.

# **5 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E.)**

## **5.1 CONSTITUTION DU D.O.E.**

Sur la base des plans du DCE et des P.E.O établis par les entreprises, celles-ci établiront les plans du D.O.E. assortis au fonctionnement des installations techniques, qu'elles fourniront aux divers destinataires et selon les prescriptions du C.C.A.P.

Après visa ou approbation, le document reçoit la mention : **“document à insérer dans le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)”**.

Une présentation soignée sera exigée.

Ces remises de documents doivent être accompagnées d'une lettre d'envoi.

**Le D.O.E. est à communiquer dans un délai de 5 jours après la réception des travaux par les entreprises concernées.**

## **5.2 PLANS**

Plans de tous les ouvrages réalisés, correspondant aux plans de détail d'exécution élaborés pendant le chantier et ayant reçu les visas du maître d'ouvrage.

Ces plans devront comporter l'emplacement et le tracé de tous les ouvrages, canalisations, vannes, tableaux et organes de commande, de coupure, vidanges, etc. susceptibles d'être manœuvrés en cours d'exploitation.

Ces ouvrages devront être cotés, tant en dimension qu'en position de niveaux, par rapport, soit au niveau de référence du bâtiment, soit au N.G.F. pour les éléments extérieurs.

L'entreprise devra fournir tous les plans nécessaires à la bonne compréhension des travaux réalisés par ses soins. L'entreprise devra fournir les plans à l'échelle demandée par le maître d'ouvrage.

## **5.3 NOTICE D'ENTRETIEN**

- copie des certificats de garantie donnés par les constructeurs et agréments,
- notices techniques et d'entretien nécessaires pour la conduite des installations et l'entretien du matériel ou des ouvrages,

- documentation technique des appareils installés faisant en particulier apparaître l'adresse du constructeur et de ses magasins où il est possible de s'approvisionner en pièces de rechange, les type et référence du matériel, les consignes d'entretien et d'exploitation,
- une notice spécifique indiquera pour chaque matériel la périodicité des visites d'entretien et donnera toutes informations nécessaires à une prise en charge des installations sans aléa,
- fiches COPREC n°1 et 2 dûment complétées par les fiches d'essais.

**Faute d'avoir fourni les renseignements, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir contre le maître d'ouvrage d'un mauvais entretien des ouvrages sous garantie.**

L'entreprise devra en outre, à la remise de ces documents, procéder à l'information d'une personne désignée par le maître d'ouvrage et ayant à charge pour celui-ci la maintenance des installations.

## **5.4 FICHES TECHNIQUES ET REFERENCES DU MATERIEL**

Fiches techniques pour tout le matériel mis en œuvre permettant une identification précise de tout organe pouvant être remplacé par le maître d'ouvrage au-delà de l'année de garantie.

Ces fiches techniques et références devront comporter tous les procès verbaux et avis techniques correspondants aux spécifications du descriptif ou ayant été demandés pendant le chantier, par le maître d'ouvrage.

Ces documents devront être reliés en volume.

## **5.5 LISTE DES MATERIAUX ET EQUIPEMENTS MIS EN ŒUVRE**

Cette liste comportera :

- la référence de l'article C.C.T.P.,
- la nature,
- la provenance,
- le classement,
- l'avis technique et/ou le procès-verbal éventuel(s),
- observations.

## **5.6 NOMBRE D'EXEMPLAIRES**

Tous les documents ci avant devront être fournis selon les indications du C.C.A.P. pour leurs nombres d'exemplaires requis et en fonction du support, reproductibles ou pas.

## **6 PRESTATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL**

### **6.1 GENERALITES – PROCEDES ET REGLEMENT DE CONSTRUCTION**

#### **6.1.1 GENERALITES**

Les dispositions qui suivent fixent une règle de répartition des prestations qui s'imbriquent dans les interventions simultanées ou alternées de chaque corps d'état.

Cette règle tend à attribuer à chaque entreprise l'exécution des prestations dépendant de sa spécialité, étant toutefois rappelé que le titulaire d'un marché de travaux doit la totalité des prestations nécessaires à l'exécution de ses travaux, même s'il doit lui-même faire appel à un spécialiste pour certaines tâches n'entrant pas dans sa qualification.

L'attributaire des ouvrages doit contrôler, lors de l'exécution, le respect de ses recommandations et réceptionner pour son propre compte les ouvrages ainsi réalisés.

Les précisions fournies par le présent chapitre ne dispensent pas, en outre et d'une manière générale, chaque intervenant de :

- reconnaître par avance les locaux, supports et enveloppes dans ou sur lesquels il doit réaliser ses propres ouvrages,
- vérifier les tracés, niveaux, implantations existants pour s'assurer de leur conformité avec les indications de son marché,
- prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires au bon fonctionnement de ses installations et à la prévention de gênes diverses par l'isolation phonique convenable (suspension anti-vibratiles), le traitement des surfaces à températures élevées, etc.,
- procéder à l'égard des prestations incluses dans son marché, à l'autocontrôle indispensable à la bonne réalisation de ses travaux et à leur parfaite adaptation à la destination des ouvrages réalisés,
- protéger ses ouvrages, assurer les finitions et nettoyages préalables nécessaires à la réception (notamment la peinture définitive des équipements qu'il a fournis), et le nettoyage des locaux après ses interventions,
- les entreprises ayant à effectuer leurs prestations sur des matériaux, ouvrages, éléments fabriqués ou mis en place par les entreprises des autres lots, sont tenus de les examiner et de formuler avant leur propre intervention, toutes réserves qui leur apparaîtraient nécessaires.

Elles devront formaliser par écrit l'acceptation des supports de leurs prestations avant exécution de celles-ci, notamment pour les sols, les murs, plafonds, etc. et informer le Maître d'ouvrage des réceptions de support contradictoires effectuées avec les autres lots.

Toute exécution de leurs prestations implique l'acceptation des éléments sur lesquels elles auront travaillé.

Toutes ces dispositions seront à effectuer avec l'anticipation nécessaire au respect du calendrier d'exécution des travaux y compris la prise en compte de la rectification éventuelle des supports.

### **6.1.2 PROCÉDES DE CONSTRUCTION**

Toute technique particulière résultant de l'application d'un procédé de construction propre à l'entrepreneur ou à un de ses sous-traitants présentée en base ou en variante, doit obligatoirement être couverte par un avis technique délivré par un organisme agréé officiel (C.S.T.B. Bureau de Contrôle) et par les assurances de responsabilité civile et de garantie décennale couvrant les responsabilités correspondantes de l'entrepreneur. Il doit donc produire les attestations correspondantes et son prix en comprendra les frais.

L'application du procédé de construction propre à un Entrepreneur ou à un de ses sous-traitants doit, s'il est retenu, s'effectuer "STRICTO SENSU", selon le cahier des charges relatif au procédé, ceci tant pour les travaux préparatoires et la mise en œuvre, que pour le traitement des points particuliers.

### **6.1.3 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Les prestations sont définies, dans le présent cahier des clauses techniques particulières, par des spécifications formulées, par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents, et/ou en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, techniques et esthétiques.

La provenance des matériaux, produits ou composants, devra correspondre aux performances ou exigences requises, mentionnées dans le présent C.C.T.P.

En cas de présentation d'équivalences, le candidat est tenu de prouver, par tout moyen approprié, que ces dernières, répondent aux performances ou exigences fonctionnelles requises, et qu'elles n'entraînent aucune incidence financière sur les autres corps d'état et que toutes les prestations qu'elles impliquent y soient intégrées.

Les matériaux, matériels et fournitures diverses utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que les caractéristiques ou usines de production proposées par l'entrepreneur devront être soumis au maître d'œuvre pour acceptation écrite avant emploi.

### **6.1.4 REGLEMENT DE CONSTRUCTION**

Chaque entrepreneur titulaire d'un ou plusieurs lots devra, pour l'exécution de ses ouvrages, se conformer (liste non exhaustive) :

- au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) prescriptions communes,
- C.C.T.P. pour chacun des lots,
- à l'ensemble des Cahiers des Clauses Techniques (CCT) et/ou Cahiers des Charges (CC) des Documents Techniques Unifiés (DTU), publiés par le C.S.T.B.,
- à l'ensemble des Cahiers des Clauses Spéciales (CCS) des Documents Techniques Unifiés (DTU), publiés par le C.S.T.B.,
- aux divers modificatifs, erratum, additifs, amendements et mémentos des DTU,
- à l'ensemble des règles et méthodes de calcul,
- à l'ensemble des documents généraux d'avis techniques, publiés par le C.S.T.B.,
- à l'ensemble des solutions techniques, publiées par le C.S.T.B.,
- à l'ensemble des commentaires, classements, guides et recommandations publiés par le C.S.T.B.,
- à l'ensemble des normes françaises et documents normatifs français, publiés par l'A.F.NOR.,
- à l'ensemble des avis techniques et/ou cahiers des charges des matériaux employés,



- aux directives de l'U.E.A.t.c. (Union Européenne pour l'Agrément technique dans la construction),
- aux recommandations et règles professionnelles publiées par les différents organismes (S.N.F.A., S.N.F.J., S.N.F.Q., etc.),
- aux certifications délivrées par l'A.CER.M.I. (Association de Certification des Matériaux Isolants),
- aux certifications délivrées par l'A.P.S.A.I.R.D. (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances contre l'Incendie et les Risques Divers),
- aux notices techniques des produits employés,
- aux lois, décrets et arrêtés concernant la réglementation de la construction,
- aux textes officiels concernant les règles de sécurité, d'incendie et de panique dans les Etablissement Recevant du Public (ERP),
- aux prescriptions et circulaires des accès aux personnes handicapées,
- aux recommandations des fabricants.

Les documents parus un mois avant la date de remise des offres sont considérés applicables.

## **6.2 CALFEUTREMENTS – RACCORDS**

L'entreprise titulaire du lot Peinture doit :

- le rebouchage des trous et passages dans les planchers, voiles et murs maçonnés ; ce rebouchage doit assurer la continuité du matériau utilisé,
- le rebouchage de saignées dans les cloisons maçonnées,
- les calfeutrements après pose des menuiseries, serrurerie, etc.,
- les raccords d'enduit nécessaires.

Pour tout équipement inscrit dans un cercle de diamètre inférieur ou égal à 200 mm, les rebouchages sont à la charge de l'entreprise demandeuse. Au delà, les rebouchages sont à la charge de l'entreprise utilisatrice.

L'entreprise qui procède aux bouchements, calfeutrements, raccords d'enduit, doit protéger les appareils situés à proximité et doit prévoir toutes protections nécessaires pour les ouvrages déjà réalisés.

Les dommages subis par les appareils du fait de projection de mortier ou autre cause sont imputés à l'entreprise responsable des calfeutrements.

## **6.3 FIXATION DES MATERIELS**

La fourniture des accessoires de fixation et de réglage est à la charge de l'entreprise fournissant le matériel à fixer.

Le choix du mode de fixation est déterminé en fonction de la résistance du support. En cas de charge trop importante pour celui-ci ou si la fixation peut mettre en cause sa stabilité, il doit être prévu un report de charge, soit par des fixations sur des éléments porteurs, soit par répartition.

Les prestations nécessaires sont à la charge de l'entrepreneur fournissant le matériel à fixer. Il doit au préalable indiquer les suggestions correspondantes de mise en œuvre à l'entrepreneur chargé de réaliser les supports.

### **6.3.1 FIXATION PAR CHEVILLES**

Les fixations par chevilles, vissage ou boulonnage sont entièrement à la charge de l'entrepreneur concerné et sous son entière responsabilité, en particulier pour ce qui concerne les dégradations qui seraient faites à cette occasion (éclatement, détérioration des matériaux noyés dans le béton ou la maçonnerie, déformation du support, etc.). Des dispositions spécifiques sont à observer si l'emploi de cheville est nécessaire dans des ouvrages tels que des pré-dalles précontraintes etc.

## **6.4 TOLERANCES D'EXECUTION ENTRE CORPS D'ETAT**

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques ou le C.C.T.P. de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le maître d'ouvrage se réserve le droit, soit de le faire reprendre par l'entrepreneur concerné, soit de faire supporter à celui-ci tous les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres entreprises.

Un procès verbal de réception est dû par l'entreprise travaillant sur les ouvrages de son prédécesseur.

Il doit être remis en temps voulu au maître d'ouvrage.

A défaut, l'entreprise responsable est considérée avoir accepté le support sans réserve et est donc seule responsable de la parfaite finition.

## **6.5 NETTOYAGE FINAL**

L'entreprise titulaire du lot Peinture devra le nettoyage final du chantier avant réception, y compris toutes retouches ou reprises de peinture nécessaires. Ce nettoyage concerne :

- tous les locaux intérieurs, y compris les locaux techniques et leurs ouvrages peints, ainsi que les extérieurs, Il appartiendra à l'entreprise mandataire de procéder à une inspection préalable et de signaler au maître d'ouvrage, par écrit, toute anomalie qui justifierait l'intervention préalable d'une autre entreprise concernée par l'enlèvement de matériaux ou matériels.

# **7 ESSAIS DE FONCTIONNEMENT**

## **7.1 COUT DES ESSAIS ET EPREUVES**

Les essais et épreuves définis ci-après sont réputés prévus dans le coût des ouvrages pour chaque marché considéré.

## **7.2 ESSAIS ET CONTROLES CORRESPONDANT CONTROLE TECHNIQUE**

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer les essais et vérifications réglementaires et qui seront demandés par la maîtrise d'œuvre.

Cette liste est précisée dans les documents "Moniteur TP" du 17.12.82., supplément n° 82/57 bis COPREC n° 1.

Les résultats de ces essais et vérifications devront être consignés dans les P.V. qui seront envoyés pour examen, en 2 exemplaires, par l'entrepreneur au maître d'ouvrage.

Les modèles de ces P.V. particuliers à chaque lot sont précisés dans le document "Monsieur BTP", supplément spécial n°82.51 bis du 17.12.1982 . COPREC n°2.

## **7.3 ESSAIS ET CONTROLES COMPLEMENTAIRES**

Le présent article a pour but de préciser les conditions dans lesquelles seront effectués les différents essais sur matériaux et fournitures, à la charge et aux frais de l'entrepreneur, demandés par le maître d'ouvrage, en complément de ceux prévus dans les documents techniques COPREC n°1 et 2.

Sauf stipulation contraire précise, ne rentrent pas dans cette catégorie les essais exceptionnels effectués sur les ouvrages en place (chargement de plancher, par exemple), demandés en complément des essais courants dont les résultats laisseraient subsister un doute sur la qualité des ouvrages.

Les frais de ces essais exceptionnels sont à la charge du maître d'ouvrage, si leur résultat est favorable à l'entrepreneur, ou à la charge de l'entrepreneur si leur résultat lui est défavorable.

Les autres essais (essais courants), dont il est question ci-après, seront obligatoirement effectués sur tous les matériaux et fournitures entrant dans la composition des ouvrages. Ils sont à la charge et aux frais de l'entrepreneur.

### **7.3.1 ESSAIS PREALABLES SUR ECHANTILLON**

Les essais seront effectués par un laboratoire ou un centre d'essais spécialisés agréés par le maître d'ouvrage, en justification de la qualité des produits proposés (voir C.C.T.P).

Exceptionnellement, ce dernier pourra dispenser l'entrepreneur de ces essais s'il peut produire, en même temps que leur présentation, des résultats d'essais récents des mêmes produits, effectués pour une autre opération, mais dans les mêmes conditions que cela est précisé ci-dessus.

De même, une fourniture bénéficiant d'une marque contrôlée dûment identifiée (en particulier, les produits manufacturés de grande production comme les ciments et les aciers), pourra être dispensée par le maître d'ouvrage, d'essais préalables.

### **7.3.2 ESSAIS EN COURS DE TRAVAUX – CAS GENERAL**

Les essais seront exécutés dans les mêmes conditions que ci-dessus, pour la vérification de la conformité des produits livrés aux échantillons agréés.

Au démarrage ou au cours de l'exécution des travaux, le nombre et la fréquence de ces essais seront fixés par le maître d'ouvrage, cas par cas, par référence, chaque fois qu'il sera possible,

aux règles fixées par les normes, documents techniques unifiés ou tous autres documents généraux.

L'entrepreneur donnera toutes instructions utiles au laboratoire ou à l'organisme chargé des essais pour que les procès verbaux soient adressés dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage.

Il constituera et tiendra à jour, sur chantier, un dossier de tous les résultats d'essais effectués, à classer suivant le modèle de relevé récapitulatif pour chaque catégorie qui lui sera remis.